

Thème 1 : Impacts et alternatives aux politiques de financement et de management par appel à projets

SNESUP-FSU Congrès d'études ROUEN 2016

En 2016, le *management par projet* a envahi toute la sphère de l'enseignement supérieur et de la recherche (ESR). Ce mode gestionnaire devenu dominant est la stricte conséquence politique du Processus de Bologne (1999) et de la stratégie de Lisbonne (2000) qui ont injecté au niveau européen le "virus" de l'économie des savoirs et de leur marchandisation par la mise en concurrence. Ce processus et cette stratégie ont impacté ensuite toutes les strates de l'ESR, en particulier par la mise en place d'appels à projets structurés autour d'une organisation managériale néo-libérale. En effet, la Stratégie de Lisbonne (2000) puis Europe 2020¹ (2010) ont orienté les choix stratégiques en matière de croissance et d'emploi à partir des principes fondateurs du Processus de Bologne puis de la stratégie de Lisbonne, notamment en ce qui concerne l'innovation et l'économie de la connaissance, Cette organisation s'est progressivement infiltrée dans les directives européennes puis nationales et enfin régionales.

Le processus de Bologne et la stratégie de Lisbonne sont à considérer dans le cadre politique plus général de la stratégie de l'Union européenne, définie par le livre blanc de 1994 de la Commission Delors « Entrer dans le XXI^e siècle : emploi, croissance, compétitivité, reposant sur trois niveaux liés » :

- disparition des frontières économiques de l'UE, i.e. ouverture de l'UE au libre échange
- développement de la compétitivité internationale de l'UE, de ses territoires et de ses entreprises
- orientation de la recherche et de l'enseignement au service de la compétitivité précitée.

La structure des appels à projet (AAP), tels qu'instillés par nos gouvernances successives depuis les années 2000 est à questionner, notamment le cahier des charges donné pour atteindre une économie marchande et qui aura opéré des bouleversements sur l'étendue des missions des universités et autres établissements du supérieur (gouvernance, recherche, formation, ressources humaines...), sur nos métiers et sur les usagers.

A. Les AAP : levier politique de transformation néolibérale de l'ESR

¹Dont la composante recherche Horizon 2020, programme cadre pour la recherche et l'innovation, participe à la spécialisation intelligente des régions.

1. Une gouvernance resserrée et antidémocratique, ayant fait allégeance au privé

- * Un pilotage hors sol qui s'autonomise des instances de représentation légitimes,
- * Les AAP sont un levier pour amener une transformation en profondeur des structures (COMUE/Fusion/regroupements de laboratoires et de formations,...), sous couvert de projets de recherche,
- * Un pouvoir aux mains d'une « caste d'administrateurs professionnels » qui cumule mandats et gratifications.

2. La casse du service public de formation et de recherche pour toutes et tous

- * *Le sens et les valeurs* de la recherche et de la formation vont vers la rentabilité (formations rentables valorisées), le court terme et la rapidité,
- * *Un budget* récurrent qui diminue, ne permettant plus à tous de fonctionner et générant la mise en concurrence,
- * *Des thématiques* de recherche qui se restreignent, entraînant un ralentissement des recherches fondamentales et nuisant à l'alimentation de certains pans d'enseignement par la recherche,
- * *Une concentration* des attributions des AAP sur certaines équipes, pérennisées dans les instances d'évaluation des projets,
- * Le gaspillage de moyens lié au coût lié de montage des projets et à l'utilisation non pertinente des résidus des contrats,
- * La « mise à mort » de la *créativité* par un fléchage abusif des thématiques de recherche,
- * Une pédagogie imposée autour des compétences et d'outils numériques (IDEFI),
- * La hiérarchisation progressive des laboratoires et des formations visant le passage à collèges universitaires, universités de proximité et universités de recherche (IDEX) selon le « périmètre d'excellence ».

3. Des personnels en souffrance qui perdent confiance et espoir

- * Une précarisation (contractuels, statut) galopante et dont la durée ne cesse de s'allonger (passage de contrats en contrats),
- * L'augmentation des pressions liées aux résultats et aux publications, outils de mise en concurrence et de sélection (modulation de service ?),
- * Une évaluation anxiogène par des règles opaques, des objectifs peu identifiables et source abusive de dévalorisation.

Ces évolutions du métier provoquent chez les personnels : démotivation, manque de sérénité, mal-être, voire risques psycho-sociaux.

B. Quelles alternatives ? Quelles revendications ? Quels leviers ?

1. Reconstruire une véritable politique publique nationale, en rupture avec la politique néolibérale

- * La part du PIB consacrée à la Recherche et au Développement est toujours insuffisante (2, 24%), plus particulièrement dans le cadre de la recherche publique. L'argent est là : il faut une volonté politique de

recherche au service du bien commun. Il suffirait alors de transvaser une faible part du CIR et du CICE pour ré-abonder le budget de l'ESR.

* Réinjecter une part de ce budget pour recruter des enseignants-chercheurs titulaires, leur permettre une évolution des carrières et une retraite décente, pour inscrire la recherche dans une continuité.

2. Défendre la hausse significative du budget récurrent

* Dénoncer le principe des IDEX et des I-sites et défendre un budget récurrent qui augmente pour permettre à tous les enseignants-chercheurs et chercheurs de travailler et de maintenir la diversité des secteurs scientifiques.

* Négocier le curseur entre taux de financement AAP et budget récurrent, celui-ci devant couvrir les frais de fonctionnement et permettre la mise en œuvre d'une politique scientifique au niveau du laboratoire validée par les instances démocratiques de tutelle.

3. Maintenir les missions publiques de formation et de recherche de l'université sur tout le territoire

*Elles ne doivent pas être mise en péril par des partenariats avec des établissements privés dont les finalités diffèrent.

* Il faut refuser les politiques d' « excellence » qui privilégient les liens avec les entreprises et induisent une dichotomie entre des collèges universitaires et des universités de formation et recherche (les pépites et les autres) ou seulement de recherche.

4. Redonner du sens à la recherche

* Maintenir une recherche sans critère de rentabilité économique,

* Ne pas laisser mourir des pans entiers de connaissances,

* Oeuvrer dans le respect du bien commun (Charte Unesco sur les chercheurs).

5. Redonner confiance aux collègues

* Remettre en avant une autre conception de la recherche : temps long, coopération à tous les niveaux, programmes et politiques scientifiques définis démocratiquement,

* Valoriser les lieux et les champs de résistance (*exemple des projets IDEX à Toulouse et Paris qui ne se sont pas soumis aux contraintes du jury international ou celui de la restructuration gouvernementale des PRES en regroupements pour cause de résistance au principe de gouvernance néolibéral*)

* Développer une culture revendicative

- S'appuyer sur le syndicat pour mener collectivement des analyses, des propositions incluant la défense des domaines scientifiques, des droits et des statuts et des critères d'excellence.

Vote : Unanimité moins 1 NPPV